

PREFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE PREFECTORAL N°2006-AG/3 . 23

en date du 31 JAN. 2006

**autorisant Charbonnages de France (CDF)
à procéder à l'arrêt définitif d'utilisation de l'installation particulière
constituée par le Terril SAINTE-FONTAINE
situé sur la concession SARRE ET MOSELLE dans la commune de FREYMING-
MERLEBACH**

et

prescrivant des mesures complémentaires

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur**

VU le Code Minier ;

VU le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié, relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU l'arrêté en date du 31 août 1920 du Commissaire Général de la République à Strasbourg instituant la concession SARRE ET MOSELLE par fusion au profit de l'Etat Français des concessions de mines de houille suivantes instituées par décrets Impériaux : L'HOPITAL (Décret du 30 juillet 1857), HOCHWALD (Décret du 30 juillet 1857), CARLING (Décret du 17 juin 1857), BOUCHEPORN (Décret du 28 mai 1862), HAM (Décret du 28 mai 1862) et LA FORET (Décret du 28 mai 1862) ;

VU la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides ;

VU le décret n° 47-621 en date du 05 avril 1947 autorisant la mutation de la concession SARRE ET MOSELLE au profit des Houillères du Bassin de Lorraine ;

VU la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines ;

VU l'arrêté ministériel du 24 février 2004 portant dissolution des Houillères du bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CDF) en application de la loi n° 2004 -105 du 3 février 2004 portant création de

l'agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines et notamment son titre II ;

VU la déclaration d'arrêt définitif de travaux et d'utilisation d'installation particulière portant sur le terriL SAINT-Fontaine, attaché à la concession SARRE ET MOSELLE, présentée le 30 mars 2005 par Charbonnages de France ;

VU le dossier technique, les recommandations et les plans fournis à l'appui de la déclaration, complétés le 03 juin 2005, date à partir de laquelle le dossier a été déclaré recevable ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005 AG/3 242 du 1^{er} septembre 2005 prorogeant de 4 mois le délai pour statuer sur ladite déclaration d'arrêt définitif d'utilisation d'installation particulière du terriL SAINT-Fontaine ;

VU les observations recueillies au cours de la consultation réglementaire ;

VU les éléments transmis par Charbonnages de France, le 06 décembre 2005, en réponse aux observations recueillies au cours de la consultation précitée ;

VU le rapport et l'avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 25 janvier 2006 ;

CONSIDERANT que l'autorisation d'exploiter donnée par arrêté préfectoral n°93-AG/2-246 du 25 mai 1993 à la Société SURSCHISTE sur une partie du terriL SAINT-Fontaine prend fin le 25 mai 2008 et que cette autorisation fait l'objet d'une demande de renouvellement et d'extension par pétition en date du 29 mars 2005 au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

CONSIDERANT que de nombreuses dispositions du dossier de CDF ne valent que si la Société SURSCHISTE obtient effectivement le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter le terriL SAINT-Fontaine citée supra ;

CONSIDERANT que la demande établie par la Société SURSCHISTE est en cours d'instruction et qu'il ne peut être présumé de l'issue de la procédure y afférente ;

CONSIDERANT que la remontée de la nappe des Grès du Trias inférieur (GTi) induite par l'arrêt des exhaures devrait s'étaler sur une période de 20 à 30 ans ;

CONSIDERANT la nature des éléments polluants que le terriL SAINT-Fontaine relargue dans les eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT d'une part l'importance des forages d'alimentation en eau potable (AEP) dans le secteur du terriL SAINT-Fontaine et d'autre part, les risques de dégradation de la qualité de l'eau de la nappe par les substances relarguées par le terriL ;

CONSIDERANT que, pour protéger les captages AEP des effets du terriL SAINT-Fontaine, CDF a établi qu'un barrage hydraulique doit être mis en place et que l'efficacité de ce barrage repose sur l'exploitation conjuguée d'au moins deux forages situés l'un au Sud-Est (Forage N°1) et l'autre au Sud-Ouest du terriL (Forage N°2) ;

CONSIDERANT la vulnérabilité particulière du forage AEP F 19BIS et la zone sensible de protection de ce forage déterminée par un hydrogéologue agréé en décembre 2000 ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

L'exploitant entendu ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général

ARRETE

Article 1 :

Charbonnages de France - CDF - 100 Avenue Albert 1^{er}, 92500 RUEIL MALMAISON, est autorisé, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées aux articles 2 à 7 du présent arrêté, à procéder à l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation de l'installation particulière constituée par le terril SAINTE-FONTAINE, attaché à la concession de mines de houille de SARRE ET MOSELLE selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration.

Article 2 : Mesures complémentaires concernant la mise en sécurité du terril SAINTE-FONTAINE.

2.1 : CDF met en sécurité la partie du terril SAINTE-FONTAINE non concernée par l'autorisation d'exploitation donnée à la Société SURSCHISTE par arrêté préfectoral n°93-AG/2-246 du 25 mai 1993. A cette fin, Charbonnages de France procède au réaménagement des surfaces qui lui incombe selon les modalités décrites au dossier d'arrêt des travaux miniers et les prescriptions suivantes :

- Les surfaces du terril SAINTE-FONTAINE qui ont été exclues du projet de réaménagement actuel de Charbonnages de France sont traitées en tenant compte des objectifs suivants :
 - La stabilité du terril est garantie à long terme, notamment en présence d'eau ;
 - Tous les risques liés à l'existence de zones en combustion sur le terril sont écartés par traitement des zones concernées selon les règles de l'art et/ou par la mise en place des moyens de surveillance et de prévention nécessaires ;
 - Les dispositions sont prises pour limiter l'impact du terril SAINTE-FONTAINE sur l'environnement (eaux souterraines et/ou de surfaces) et intégrer le site dans le paysage par des aménagements adéquats ;
- La stabilité du pied du terril prenant appui sur la falaise est garantie de manière pérenne en tenant compte du risque d'instabilité à long terme de ladite falaise. Si besoin, le système de gestion des eaux est adapté à la situation ;
- Dans le cadre du réaménagement du Pierrier, CDF met en place une banquette drainante au niveau du talus Est et également à mi-hauteur du talus Nord pour limiter les infiltrations et s'affranchir des risques de ravinement ;
- CDF justifie l'absence de rôle mécanique de butée de la piste Nord par un calcul de stabilité des pentes du terril ;

- L'ensemble du flanc Nord est taluté de manière à assurer la stabilité des pentes. Des banquettes drainantes sont mises en place selon les règles de l'art en vue d'éviter le ravinement des flancs ;

2.2 : Si la Société SURSCHISTE obtient l'autorisation d'exploitation et d'extension susvisée sur partie du terriil SAINTE-FONTAINE, CDF est dégagé sur cette partie des obligations mentionnées au point 2.1 susvisé, hormis les deux derniers alinéas.

Dans ce cas, il revient en outre à CDF :

- de mettre en sécurité le terriil SAINTE-FONTAINE selon les modalités décrites dans le dossier d'arrêt des travaux miniers ;
- de s'assurer de la stabilité et du traitement paysager des secteurs du terriil qui n'incombent pas à la Société SURSCHISTE ;
- de fournir les documents permettant de juger pleinement du transfert des responsabilités de CDF à la Société SURSCHISTE (Copie de l'autorisation d'exploiter), en particulier pour ce qui concerne la maîtrise des risques et la remise en état du site.

Article 3 : Mesures complémentaires destinées à protéger les captages d'alimentation en eau potable (AEP) sous influence du terriil SAINTE-FONTAINE et préserver la ressource en eau potable constituée par la nappe des GTi.

3.1 : Mesures de surveillance.

Charbonnage de France met en œuvre et exploite un réseau de contrôle de l'efficacité du dispositif décrit par l'article 3-2 et de l'évolution des teneurs en sulfates, chlorures, sodium, arsenic, cadmium, manganèse, fer, nickel, phénols et en composés organohalogénés volatils (COV) dans la nappe des GTi entre le terriil et les forages AEP existants. Le sens de l'écoulement de la nappe est également suivi.

Le dispositif retenu est clairement identifié et repéré sur une carte. Les modalités d'exploitation de ce dispositif (points surveillés, technique mise en œuvre, ...) reçoivent l'approbation de la DRIRE. Les prélèvements se font au minimum deux fois par an, soit au printemps et à l'automne. Chacun des prélèvements donne lieu à un compte rendu en trois exemplaires qui est transmis à la DRIRE.

Les mesures sont traitées informatiquement afin de permettre une réutilisation ultérieure en particulier pour vérifier la pertinence des simulations présentées dans les études transmises par l'exploitant.

Cette surveillance doit être poursuivie pendant une durée de cinq (5) ans après constat de stabilisation de la nappe des GTi, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2041.

3.2 : Mesures de protection.

Les mesures suivantes sont prises par CDF pour s'assurer de l'efficacité du barrage hydraulique de protection des captages AEP :

Forage N° 1 : Charbonnages de France s'acquitte des autorisations nécessaires au titre de la loi sur l'eau et du Code de l'Environnement pour mettre en œuvre le puits de fixation (F19TER) tel que décrit dans le dossier présenté à l'appui de sa déclaration avant le 31 décembre 2006. Une copie du dossier comportant l'avis d'un hydrogéologue agréé est transmise à la DDASS. Une copie du même dossier accompagné de l'autorisation donnée par le service chargé de la Police de l'eau est envoyée à la DRIRE pour information. Dans l'éventualité où CDF se voit dans l'impossibilité de mettre en œuvre ce forage de protection, de nouvelles mesures compensatoires sont proposées à la DRIRE.

Forage N°2 : Charbonnages de France prend les dispositions pour garantir qu'un pompage dans la nappe des GTi soit assuré avec la même efficacité que le forage FW3 au Sud-Ouest du terroir, le temps que doivent durer les mesures de protection, la poursuite de l'exploitation du forage FW3 pouvant être une solution. Les démarches pour obtenir les éventuelles autorisations nécessaires au titre de la loi sur l'eau et du Code de l'Environnement doivent être entreprises.

Au vu des résultats des mesures de surveillance décrites par l'article 3-1 du présent arrêté, CDF alerte la DRIRE et le Service chargé de la Police des eaux de l'insuffisance des mesures de protections mises en place, le cas échéant. CDF doit s'engager à ce que soient mis en œuvre les moyens complémentaires qui s'avèreraient nécessaires.

Les mesures de protections sont assurées pendant toute la période visée au dernier alinéa de l'article 3.1.

3.3 : Possibilité de transfert des responsabilités.

L'ensemble des obligations prescrites par les articles 3-1 et 3-2 du présent arrêté peuvent être transférées à la Société SURSCHISTE. Dans ce cas, Charbonnages de France justifie auprès des services de la DRIRE du transfert de ses obligations à ladite Société.

En l'absence de transfert de ces obligations à la Société SURSCHISTE au plus tard le 31 décembre 2006, soit CDF justifie de l'existence d'un dispositif de protection et de surveillance mis en place par la Société SURSCHISTE qui satisfait aux prescriptions des points 3.1 et 3.2 susvisés, soit CDF doit considérer ses installations de protection et le réseau de surveillance associé comme des installations hydrauliques de sécurité au sens de l'article 92-2 du code minier et doit s'acquitter des obligations y afférentes.

Article 4 : Délais de réalisation des travaux et des prescriptions.

L'ensemble des travaux et prescriptions du présent arrêté doit être réalisé avant le 1^{er} octobre 2007.

Article 5 :

Charbonnages de France avise la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine à Metz, du début effectif des travaux et lui adressera en quatre exemplaires un compte rendu de l'ensemble des travaux d'arrêt définitif au terme de l'opération. Un état des lieux précis devra être établi, accompagné de plans ou schémas de situation pour chacun des travaux. Des photographies montrant les phases des travaux qui ne seront plus visibles à la fin seront jointes.

Article 6 :

Le présent arrêté ne vaut qu'au titre de la police des mines et peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.

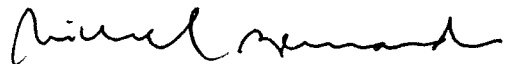
Article 7 :

Le secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à Charbonnages de France, publié au recueil des actes administratifs de Moselle et dont copie est adressée pour information à :

- Monsieur le Sous-Préfet de FORBACH ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord Est ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de la Moselle;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Monsieur le Maire de Freyming-Merlebach.

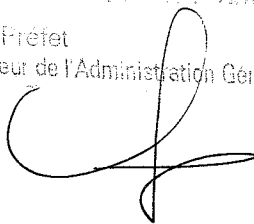
LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
par interim



Michel BERNARD

ESUD 0113 0113 0113
Pour le Préfet
Le Directeur de l'Administration Générale



Monique LAMMAN

